

AGISSONS TOUS ENSEMBLE



VITE LA RÉVOLUTION CITOYENNE !



On peut gouverner autrement

Partout dans le monde, on voit se mettre en place les politiques libérales que nous combattons en France. En Grèce, c'est même le président de l'Internationale socialiste, le Premier ministre Papandreou, qui recule l'âge de la retraite, sabre les services publics, baisse les pensions, précarise le travail et refuse de relever l'impôt sur les plus riches. Mais, ailleurs, des peuples montrent qu'une autre voie est possible. Dans les pays de la révolution citoyenne qui a balayé l'Amérique Latine, des avancées sociales ont été arrachées, l'économie a redémarré, l'abstention et la pauvreté sont en recul.

Le Parti de Gauche

Fondé il y a deux ans, le Parti de Gauche rassemble des citoyens venus de tous les horizons de la gauche. C'est un creuset où se mêlent les acquis des combats socialiste, écologiste, républicain, altermondialiste, féministe... C'est un parti tourné vers l'action, présent aussi bien dans les luttes sociales que dans les batailles électorales, partout où le peuple se défend et invente des alternatives. Son président national est Jean-Luc Mélenchon.

Le Front de Gauche

Il existe des points de vue différents à gauche. Par exemple, le PS et Europe Ecologie soutiennent le traité de Lisbonne, sont favorables à un allongement de la durée de cotisation pour la retraite et ne croient pas nécessaire de dépasser le capitalisme. Pas nous ! Comment faire ? Très simplement : c'est au suffrage universel de trancher. Nous agissons donc pour que le point de vue que nous défendons passe en tête de la gauche, en militant pour des candidatures de rassemblement de toute l'autre gauche. C'est la méthode du Front de Gauche. Un Front de Gauche ouvert à tous ceux qui partagent ses combats essentiels.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur www.lepartidegauche.fr

RCSB 6922 053 189 • Ne pas jeter sur la voie publique

La magnifique mobilisation contre la réforme des retraites a ouvert les yeux de millions de femmes et d'hommes.

→ **La France est pillée par les puissances financières** qui colonisent l'Etat à leur profit. C'est une bande bien organisée. Après avoir fêté la victoire de Sarkozy au Fouquet's, **ils se partagent le butin**. L'État UMP donne des milliards aux banques : c'est pour eux ! L'État UMP vend nos services publics : c'est pour eux ! L'État UMP

s'il reculerait l'âge de départ en retraite, il déclarait : «*J'ai dit que je ne le ferai pas. Je n'en ai pas parlé pendant ma campagne présidentielle. Ce n'est pas un engagement que j'ai pris devant les Français. Je n'ai donc pas de mandat pour cela. Et ça compte, vous savez, pour moi.*»

JEAN-LUC MÉLENCHON
QU'ILS S'EN AILLENT TOUS !
Vite, la révolution citoyenne

Aux éditions Flammarion
144 pages, 10 euros
En vente dans toutes les librairies.

permet aux plus riches d'échapper à l'impôt : c'est pour eux ! Même chose avec **le magot des retraites**, ces milliards de cotisations sociales sur lesquels ils veulent faire main basse. Saviez-vous qu'un certain Guil-

→ **La démocratie s'efface devant les aboiements des banques et des marchés financiers.** Le 18 octobre dernier au sommet de Deauville, Sarkozy déclarait : «*cette réforme des retraites est essentielle, la France s'y est engagée*». Mais quand l'a-t-elle fait ? Auprès de qui ? Sarkozy ne l'a pas dit ! On connaît la réponse : auprès des rois de la finance, de la Commission Européenne et du FMI. **Ainsi des instances non élues ont pris le pouvoir, alors qu'en démocratie, c'est au peuple que l'on rend compte.**


laume Sarkozy, ponton du Medef, prend la tête des assurances retraites privées qui espèrent prospérer avec l'affaiblissement de la retraite par répartition organisée par son frère Nicolas ?

→ **La souveraineté populaire est piétinée.** Sarkozy avait déjà ratifié le traité de Lisbonne en **violant le choix majoritaire du peuple français lors du référendum de 2005**. Maintenant il abroge la retraite à 60 ans alors qu'il s'était **engagé à la maintenir**. Son programme présidentiel promettait : «*le droit à la retraite à 60 ans doit demeurer*». Interrogé pour savoir

Soyons réalistes : pour en finir avec cette situation, **il faut bien sûr que Sarkozy s'en aille mais il ne suffira pas de changer de président**. Il faut une **révolution citoyenne** pour arracher aux financiers les grands services publics et les mettre au service de tous, pour rétablir la souveraineté du peuple français contre la camisole du traité de Lisbonne, pour redonner le pouvoir au peuple. Cette révolution citoyenne est possible pour peu que le peuple s'en mêle. C'est le combat du Parti de Gauche.

Nom Prénom
Adresse
CP Ville Tél Email

- Je soutiens les actions du Parti de Gauche
- Je souhaite être informé-e des activités du Parti de Gauche
- Je souhaite rejoindre le Parti de Gauche
- Je verse un don de euros à l'ordre de l'AFPG pour soutenir les campagnes du Parti de Gauche

À retourner à :  63, avenue de la République • 75011 Paris

Vous pouvez aussi nous soutenir en ligne sur www.lepartidegauche.fr

Ce que nous proposons...

Nous proposons une révolution citoyenne autour de cinq grands objectifs. Il s'agit d'une révolution car elle rend au peuple la propriété des grands services publics (éducation, énergie, eau...), parce qu'elle change les institutions politiques pour les mettre au service du plus grand nombre, parce qu'elle propose un changement des valeurs : la solidarité et l'écologie plutôt que le chacun pour soi de la concurrence libre et non faussée.

1

Une refondation républicaine de la France

Plus de deux siècles après la Grande Révolution de 1789, on se croirait presque revenus à l'Ancien Régime : arrogance de la Cour, privilèges de la naissance, arbitraire d'un seul homme... Bien sûr le peuple a le droit de vote. Mais le suffrage devient censitaire (exercé seulement par les riches) avec l'abstention qui explose particulièrement dans les classes populaires. Et le pouvoir ne tient aucun compte du vote des Français. Est-ce la démocratie quand les gouvernants peuvent vendre des services publics essentiels, qui sont notre propriété commune, sans demander notre avis ? Est-ce la démocratie quand des élus peuvent faire le contraire de ce à quoi ils se sont engagés sans que les électeurs puissent les sanctionner ? Est-ce la démocratie quand toute la vie politique du pays tourne autour d'un seul homme ? Non, ce n'est pas la démocratie ! Pour en finir avec ces institutions monarchiques, nous proposons l'élection d'une **Assemblée Constituante** pour fonder une **VI^e République** démocratique, sociale et laïque, pleinement respectueuse de la souveraineté populaire.

UN PROGRAMME PARTAGÉ

Participez à l'élaboration du programme du Front de Gauche ! De nombreuses initiatives sont organisées pour débattre de nos propositions. Vous pouvez aussi participer sur Internet à travers le site programme.lepartidegauche.fr

2

Le partage des richesses

La France est le troisième pays du monde en nombre de millionnaires ! Cet argent ne tombe pas du ciel. Au cours des 25 dernières années, dix points de la richesse totale produite sont passés des poches des producteurs à celles des rentiers. Cela représente 195 milliards d'euros chaque année ! Il suffirait de 30 milliards de ce pactole pour **augmenter le SMIC** à 1 500 euros

nets et changer la vie des 3 millions de salariés concernés. Relever les minima sociaux de 30% ne coûterait que 4 milliards. Là encore 3 millions de personnes sont concernées et 6 millions d'ayant-droit. Bien sûr cet argent permettrait aussi de financer le droit à **une retraite décente pour tous dès 60 ans**. C'est dire tout le bonheur qui est perdu à cause de la volonté d'accumulation de quelques-uns. Pour partager les richesses nous proposons une vaste révolution fiscale ou encore l'instauration d'un **salaire** et d'un **revenu maximum**.

UNE RETRAITE DÉCENTE DÈS 60 ANS

Une proposition de loi des parlementaires communistes et du Parti de Gauche détaille nos propositions pour financer les retraites. L'argent ne manque pas ! Quelques exemples : soumettre aux cotisations sociales la masse des rémunérations qui en sont aujourd'hui exemptées (intérêts, participation, stocks-options et autres revenus d'épargne salariale) rapporterait au moins 5 milliards de cotisations supplémentaires, soit la totalité du déficit habituel des retraites. Déplafonner les cotisations patronales, dégagerait près de 7 milliards de ressources supplémentaires tandis qu'une hausse d'un point de cotisation employeur rapporterait aussi 7 milliards. Il n'y a donc aucune raison de reculer l'âge de départ en retraite ni d'allonger la durée de cotisation. Mieux encore, ce financement supplémentaire permettrait de revenir sur les mesures de la réforme Balladur Fillon qui ont conduit à une baisse brutale du niveau des pensions.

3

La planification écologique

Le capitalisme conduit l'humanité à un désastre écologique. On compte déjà trois fois plus de catastrophes naturelles graves depuis les années 80. Selon l'ONU, 9 catastrophes naturelles sur 10, responsables de près de 300 000 morts par an, sont désormais liées au dérèglement climatique. Celui-ci est causé par les gaz à effet de serre produits notamment par l'explosion des transports de

marchandises. C'est une conséquence du libre-échange qui encourage les délocalisations. C'est pourquoi nous proposons **un nouveau protectionnisme international et solidaire**. De plus, il faut une planification écologique afin de relever les grands défis qui nous attendent : placer les camions qui traversent la France sur des trains grâce au **ferroutage**, **sortir du nucléaire**, préparer **l'après-pétrole...**

4

La sortie du traité de Lisbonne

Le traité européen de Lisbonne veut nous ligoter dans des politiques libérales désastreuses.

Il prétend nous interdire de contrôler la politique monétaire, il veut empêcher toute entrave à la circulation des marchandises et des capitaux, il impose la libéralisation des services publics. Pour mener une politique conforme à l'intérêt général des Français, il faudra donc sortir du traité de Lisbonne. Nous proposons de pratiquer la **désobéissance européenne** : à travers un référendum, les Français adopteront une liste de dispositions européennes auxquelles nous dérogerons. Les Britanniques le font bien en ce qui concerne l'Europe sociale ! Ainsi nous nous libérerons, notamment, des directives de mise en concurrence qui détruisent le service public ou des dispositions du traité qui interdisent toute mesure efficace contre la dictature de la finance.

SORTIR DU FMI

Les politiques imposées aux Etats par le FMI, organisation internationale présidée par Strauss-Kahn et contrôlée par les Etats-Unis qui y disposent du droit de veto, sont entièrement tournées contre le peuple : privatisations massives, baisse autoritaire des traitements des fonctionnaires, cadeaux aux investisseurs étrangers et aux banques. Cela provoque des catastrophes sociales et économiques inouïes au point que le FMI a été chassé d'Amérique Latine. Maintenant il a trouvé refuge en Europe. Il pilote le plan d'austérité grec et menace le gouvernement hongrois coupable d'avoir voulu instaurer une taxe sur les banques ! Nous refusons que notre pays collabore à cette politique injuste et fautive de crise. La France sortira du FMI, afin de promouvoir d'autres institutions internationales respectueuses de la souveraineté des peuples et émancipées du dogme libéral.

5

Une politique de paix

La paix est une construction fragile. Elle est menacée par la politique impériale des Etats-Unis d'Amérique, première puissance militaire du monde, qui dispose de 600 000 hommes de troupe à l'étranger, placés là où sont les pipe-lines du gaz et du pétrole. L'indépendance de la France vis-à-vis des Etats-Unis et de ses

aventures guerrières doit donc être assurée. Nous organiserons **une sortie immédiate de nos soldats d'Afghanistan**. L'indépendance de notre défense commande également de sortir de l'OTAN et de mettre fin au projet de défense franco-britannique qui conduirait à nous aligner de fait sur les Etats-Unis.

Toutes nos propositions sur le site : programme.lepartidegauche.fr